

sans discussion sans sommation

A Genève il ne fait pas bon de vouloir manifester : interdiction, chantage et répression sont devenus monnaie courante. De 2015 à 2019, de nombreuses manifestations ont été réprimées et depuis l'arrivée de Mauro Poggia à la tête du DSES, c'est même devenu un véritable calvaire. En 2020, le prétexte de la crise sanitaire vient s'ajouter à l'arsenal d'un Etat qui veut faire taire la contestation sociale. Les transports publics à 17h ou les Migros à 18h présentent-ils moins de risque que des manifestations en extérieur ?

On aura ainsi vu plusieurs manifestations amendées, des critical mass entravées ou interdites et certaines mobilisations de la fonction publique balayées. En 2020, manifester n'est plus un droit, mais un privilège qui dépend de l'arbitraire des autorités.

Ce samedi, c'est la CGAS (Communauté Genevoise d'Action Syndicale) qui s'est vue interdire sa manifestation pour une sortie solidaire de la crise. L'objectif était de marcher de la gare à la Place de Neuve mais, la demande d'autorisation ayant été refusée, les organisateurs-trices ont dû se contenter d'un repli sur la plaine de Planpalais et de la tenue d'un évènement statique.

Le COVID provoque une série de crises (sociale, sanitaire, économique, etc.). Face à cette réalité, il est impensable de rester les bras croisés à ne rien faire. C'était l'objectif de ce samedi 19 décembre 2020 : faire résonner les voix de la contestation sociale dans l'espace public, avec ou sans autorisation, et marquer le refus de se faire bâillonner.

chronologie de l'après-midi :

— Suite au rassemblement syndical sur la plaine de plainpalais et à l'appel du Pogo, une banderole et une sono lancent un cortège aux alentours de 16h. La plupart des personnes présentes au rassemblement initial se joignent à la marche.

— Discours, bonne ambiance, chants de Noël quelque peu modifiés et fumigènes colorés accompagnent le départ du cortège.

— Les personnes défilent sur la plaine de plainpalais qui est, rappelons-le, une zone piétonne.

— Lorsque le groupe arrive au niveau de la rue de l'école de médecine, le dispositif policier se ressert. **Sans sommation, sans discussion : la police intervient violemment.**

— La banderole de tête essaie de partir vers le centre de la plaine, mais se retrouve rapidement prise au piège entre les matraques et le bus d'un pucier. **La police a utilisé le stand pour mieux bloquer la manifestation.**

— Il s'en suit une déferlance de violence policière : **La banderole est arrachée et les coups de matraque pleuvent, des personnes à terre reçoivent des coups de pieds.**

— Une personne est arrêtée et violemment tabassée par trois policiers, à genoux sur lui.

— Partout, le nombre de policiers est hallucinant. A pied,

en moto, en fourgons, ils encerclent à plusieurs reprises les manifestant.e.x.s.

— Finalement, la police recule. Des contrôles d'identité ciblés sont effectués autour de la plaine, mais la majorité des manifestant.e.x.s réussissent à partir.

Ce samedi 19 décembre 2020, un groupe de personnes a voulu manifester sa rage face à un système dont le vrai visage ne peut plus se cacher durant cette période de crise COVID. Alors que le cortège était inoffensif, pacifique et se déplaçait sur une zone piétonne, alors qu'aucun dommage matériel n'était à déplorer, la police a violemment chargé, sans discussion, et surtout, sans aucune sommation ou appel à se disperser.

Nous dénonçons la violence de cette intervention et, plus généralement, toutes les attaques contre le droit de manifester.

Nous refusons que nos vies passent après la «sauvegarde de l'économie». La crise sanitaire peut être gérée différemment.

Nous appelons celles et ceux qui étouffent sous les mesures arbitraires du Conseil d'Etat et du Conseil Fédéral à réclamer l'espace public. Rien ne doit nous faire taire. Partout, le nombre de policiers est hallucinant. A pied, en moto, en fourgons, ils encerclent à plusieurs reprises les manifestant.e.x.s.

Finalement, la police recule. Des contrôles d'identité ciblés sont effectués autour de la plaine, mais la majorité des manifestant.e.x.s réussissent à partir.

Ce samedi 19 décembre 2020, un groupe de personnes a voulu manifester sa rage face à un système dont le vrai visage ne peut plus se cacher durant cette période de crise COVID. Alors que le cortège était inoffensif, pacifique et se déplaçait sur une zone piétonne, alors qu'aucun dommage matériel n'était à déplorer, la police a violemment chargé, sans discussion, et surtout, sans aucune sommation ou appel à se disperser.

Nous dénonçons la violence de cette intervention et, plus généralement, toutes les attaques contre le droit de manifester.

Nous refusons que nos vies passent après la «sauvegarde de l'économie». La crise sanitaire peut être gérée différemment.

Nous appelons celles et ceux qui étouffent sous les mesures arbitraires du Conseil d'Etat et du Conseil Fédéral à réclamer l'espace public. Rien ne doit nous faire taire.

